



La Commune



Lettre de liaison n° 4 de La Commune

Publié le lundi 21 mars 2005



La lettre de liaison

Tout s'accélère

Comme l'indique l'éditorial de notre journal de mars : " La lutte pour rejeter le traité est bien entendu indissociable de celle pour le retrait du projet de la loi Fillon, pour la défense des services publics, contre le chômage et pour l'augmentation des salaires ".

- De fait, depuis ces derniers mois, et envers et contre la politique de division syndicale orchestrée en particulier par la méthode de multiplication des " journées d'action ", les masses accentuent leur mouvement spontané et déjouent progressivement les manoeuvres des divers appareils visant à les empêcher de s'engager dans le " Tous ensemble ".

- Par la combinaison, à la fois de la crise d'un Régime secoué par les scandales (dernier en date, l'affaire Gaymard, suivie de l'affaire Copé), et de la lutte de classes, l'une nourrissant l'autre, le tournant dans la situation politique est en train de s'effectuer sous nos yeux.

- Journées d'action des 18,19 et 20 janvier, puis, plus récemment manifestation du 5 mars à Guéret (Creuse) pour la défense des services publics, grève et manifestations lycéennes du 8 mars, 1 million de manifestants le 10 mars à l'appel intersyndical et interprofessionnel, de jour en jour, le mouvement de la classe ouvrière se renforce par le nombre et la détermination.

- De ce point de vue, la journée du 10 mars est significative. Deux caractéristiques majeures :

a)- une axe central : la question des salaires (et non celle des " 35h ").

b)- La participation massive du " privé " et, en particulier des ouvriers de la métallurgie et de l'automobile.

- Outre en effet de nombreux cortèges tels celui des grévistes de Conforama (20 magasins en grève), de la FNAC, etc, la fédération CGT de la métallurgie a recensé pas moins de 170 000 métallos en grève le 10 mars pour les salaires.

- De ce point de vue, et comme expression de ce mouvement, les ouvriers de Peugeot Citroën Aulnay étaient en grève et manifestaient eux aussi massivement le 10 mars.

- Sous une banderole qui indiquait : " Les grévistes de Peugeot Citroën Aulnay avec leurs syndicats CGT, SUD, CFDT ", ils ont diffusé le tract suivant :

PEUGEOT- CITROEN AULNAY EN GRÈVE

Nous sommes des centaines d'ouvriers de Peugeot Citroën Aulnay en grève depuis le jeudi 3 mars. La quasi totalité de la production de l'usine ne sort plus. Le motif de la grève est d'exiger le paiement des jours chômés que la direction a programmés. Elle voudrait en effet nous faire chômer une trentaine de jours sur l'année 2005, soit un mois et demi. Ce qui ferait des pertes de salaire importantes. Pour chaque jour chômé on perdrait 40 %. La direction a calculé elle même une perte de salaire de 177 € pour 8 jours chômés en mars.

Nous exigeons aussi le paiement des jours de grève.

Nos salaires déjà sont trop bas.

Nous refusons catégoriquement la baisse de nos salaires. Nous gagnons en moyenne 1200€ par mois pour travailler en production sur des postes de plus en plus chargés. Il est donc hors de question d'accepter la moindre baisse de salaire. Surtout que si l'on acceptait cela, ce serait ouvrir la porte à la direction et elle se chargerait bien vite de recommencer. Alors qu'au contraire c'est des augmentations de salaires qu'il faudrait pour compenser la hausse des prix.

Chômage bidon

Nous refusons d'autant plus toute perte de salaire qu'il n'y a aucune raison de faire du chômage. En effet la direction nous demande 6000 voitures par semaine, ce qui ferait une cadence de production de 1200 véhicules par jour, ce qui est déjà une cadence très élevée. Or, elle nous impose une cadence de 1500 véhicules par jour pour nous mettre au chômage le vendredi! C'est la direction qui tout à fait consciemment organise la production pour faire baisser nos salaires. Alors que les ventes de Peugeot Citroën sont en constante augmentation. En 2004, tous ses records de vente ont été battus: 3,2 millions de voitures vendues dans le monde, soit 2,7 % augmentation.

De l'argent il y en a

La direction du groupe vient d'annoncer encore des profits énormes : 1,3 milliards de bénéfices, c'est à dire 6 500 euros par salarié. Pour la famille Peugeot, principal actionnaire, ça va donc très bien.

Nous réclamons donc que PCA prenne sur les bénéfices pour maintenir nos salaires à 100 %".

Les ouvriers en grève, le 9 mars 2005

- Tract diffusé le 10/03, pendant la manifestation parisienne par les grévistes, soutenus par les syndicats CGT, SUD, CFDT de leur usine

Plusieurs enseignements :

a)- A l'évidence, il s'agit d'un tract issu d'une rédaction collective, expression des grévistes eux-mêmes.

b)- Les ouvriers ne revendiquent pas une hausse des salaires, ils revendiquent le maintien intégral des salaires, amputés par les jours de chômage technique imposés par la direction.

c)- Les grévistes ont réalisé l'unité syndicale sur leurs revendications mais ce n'est pas une " intersyndicale " formelle qui dirige la grève : " les grévistes de Peugeot Citroën Aulnay avec leurs organisations syndicales " indiquait leur banderole, et le tract est signé : " les ouvriers en grève ".

- l'unité syndicale est sous le contrôle des ouvriers grévistes et ceux-ci ont obligé toutes les organisations syndicales à s'unir dans la grève. C'est là aussi le processus classique du mouvement des masses qui, par l'action de grève (" école de guerre " selon Lénine), cherchent à maîtriser leur action et faire en sorte de déjouer les éventuelles manœuvres.

- C'est le mouvement vers l'organisation indépendante dans la grève, intégrant les organisations syndicales. De ce point de vue, il convient de vérifier si cet aspect majeur se vérifie dans la caractéristique des grèves actuelles et à venir.

d) Les patrons cherchent à multiplier, dans l'automobile, la métallurgie mais dans nombre de secteurs, le procédé du chômage technique afin de faire ainsi baisser les salaires brutalement. En réaction, la lutte, par la grève, pour lutter contre le chômage technique et le maintien intégral des salaires va se généraliser, obligatoirement.

La lutte pour la victoire du NON

- Voilà plus d'un an que nous avons engagé le combat contre le projet de Traité Constitutionnel européen. On trouvera dans les numéros de La Commune, dont le dernier de mars, une série d'argumentaires contre le projet de traité Constitutionnel, sa nature réactionnaire, anti-ouvrière, anti-laïque et contre les peuples. Sur le

site internet de notre journal, nous avons regroupé nos textes sur ce sujet, afin qu'ils servent d'outil pour convaincre les salariés.

- Le prochain numéro d'avril contiendra à nouveau un dossier de deux pages contre le Traité en particulier bien sûr à propos de la directive Bolkestein, qui n'est pas une monstruosité étrangère à la Constitution européenne mais au contraire en est une expression naturelle. Le référendum est fixé au 29 mai prochain. Pour nous, militants de La Commune, la priorité de notre combat jusqu'au 29 mai, c'est l'unité pour le NON. Comme nous l'indiquons depuis des mois, la victoire du NON est à portée de main. Le dernier sondage de dimanche 20 mars donne à nouveau le NON majoritaire, avec 52 % contre 48 % pour le oui. Il s'agit naturellement de pousser l'avantage et de dégager la voie pour la victoire du NON le 29 mai. - Deux mois de combat intense, en liaison étroite avec la lutte pour les revendications, contre Chirac, le Medef et leurs auxiliaires.

- Pour nous, le coup d'envoi de cette accélération de la campagne pour le NON, c'est la réunion publique dont voici l'appel, avec la présence de Marc Dolez, seul député du PS à avoir voté contre la modification de la Constitution française dans la perspective de l'adoption du traité européen.

Tract d'appel au 26 mars

TOUS ENSEMBLE pour la victoire du NON à la "constitution européenne", NON à Chirac

La "constitution européenne" en codifiant les traités antérieurs de Rome, Maastricht, Amsterdam et Nice, au lieu de prétendre définir les règles du jeu comme le font en principe les constitutions, veut définir pour l'éternité le résultat du jeu : elle codifie le capitalisme, interdit le socialisme et tout ce qui va dans son sens, toute politique instaurant plus de répartition, plus de contrôle social et de démocratie, plus de services publics, plus de laïcité.

Il s'agit de déterminer, quel que soit le résultat du suffrage universel, la politique à suivre et d'instaurer la liberté de la concurrence qui n'est rien d'autre que la liberté du capital. Cette "liberté" est totale et totalitaire, elle englobe l'ensemble du fonctionnement de la société, transforme les syndicats en organes subsidiaires de cogestion de l'austérité, hisse les Eglises au rang de composantes de l'Etat, et pour couronner le tout impose aux Etats l'accroissement régulier de leur dépenses militaires alors que les autres dépenses publiques et les budgets sociaux demeurent étranglés sous le joug du pacte dit de stabilité.

Si Chirac organise un référendum, comptant sur l'abstention des couches populaires, c'est qu'il espère obtenir une majorité de Oui. Ainsi, il consoliderait la politique de son gouvernement et du MEDEF, en poursuivant la décentralisation et les privatisations, en redoublant les attaques contre les retraites, la sécurité sociale, le temps de travail. Ainsi, la porte serait ouverte pour rendre irréversible l'agression généralisée contre le monde du travail.

Inversement la victoire du NON, possible par une puissante mobilisation des salariés et des couches populaires, porterait un coup direct à Chirac, au

gouvernement et au régime, elle favoriserait la Lutte pour les chasser et pour abroger toutes

Inversement la victoire du NON, possible par une puissante mobilisation des salariés et des couches populaires, porterait un coup direct à Chirac, au gouvernement et au régime, elle favoriserait la lutte pour les chasser et pour abroger toutes leurs mesures, elle ouvrirait une nouvelle perspective de lutte commune des peuples européens.

l'enjeu est énorme. l'issue dépend du rapport de force social. Tous les travailleurs son concernés. Unissons-nous pour dire résolument NON à la politique du gouvernement Chirac -Raffarin -MEDEF et résolument NON à la même politique contenue dans la " constitution européenne "

3) Campagne pour la défense de l'Union Nationale des Travailleurs (UNT) du Venezuela

Notre prochain numéro d'avril consacre deux pages à la bataille pour la construction et la consolidation de l'UNT du Venezuela et à notre section vénézuélienne, l'OIR (Organisation de la gauche Révolutionnaire).

4) A tous les militants :

Compte-tenu des échéances de la situation politique, en particulier la priorité de notre campagne unitaire pour le NON le 29 mai, l'école nationale de formation initialement prévue le 26 mars au local central est reportée au 12 juin prochain, au même endroit. Toutes les structures prennent les dispositions pour que les camarades et sympathisants initialement inscrits soient dûment prévenus.